

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 26 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 8 septembre 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Saarstahl Rail

164 rue du Maréchal Foch
57700 Hayange

Références : HAYANGE_SAASTAHL-RAIL_2022-09-26_RAPVI_SDB_24113
Code AIOT : 0006201358

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 septembre 2022 dans l'établissement Saarstahl Rail implanté 164 rue du Maréchal Foch BP 10166 57700 Hayange.

Cette visite s'inscrit dans le cadre des contrôles réalisés sur la thématique "sécheresse" suite au déclenchement du seuil de crise par arrêté préfectoral du 27 août 2022. Le contrôle a également porté sur les investigations menées suite au signalement le 1^{er} septembre 2022 d'une pollution de la rivière Fensch visible à hauteur du parking du supermarché Match à Hayange. L'inspection a été annoncée le 1^{er} septembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Saarstahl Rail
- 164 rue du Maréchal Foch BP 10166 57700 Hayange
- Code AIOT : 0006201358
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société Saarstahl Rail est spécialisée dans la fabrication de rails encadrée par l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-243 du 15 décembre 2009 modifié prescrivant l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-143 du 2 juillet 1997 autorisant la société Corus Rail à exploiter sur son site de Hayange/Nilvange une unité de laminage et de parachèvement de profilés.

Elle est également soumise notamment aux dispositions des arrêtés ministériels suivants :

- arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement

- soumises à autorisation ;
- arrêté du 6 mars 2007 relatif au contrôle des compteurs d'eau froide en service ;
- arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse
- pollution des eaux superficielles

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Gestion de l'établissement	Arrêté préfectoral du 15 décembre 2009, article 2.1.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 15	/	Sans objet
2	Maintenance / étalonnage des dispositifs totaliseurs	Arrêté ministériel du 06 mars 2007, article 9	/	Sans objet
3	Déclaration des prélèvements sur GEREP	Arrêté ministériel du 31 janvier 2008, article 4	/	Sans objet
4	Déclenchement du seuil d'alerte	Arrêté préfectoral du 28 juillet 2011, article 2	/	Sans objet
5	Déclenchement du seuil d'alerte renforcée	Arrêté préfectoral du 28 juillet 2011, article 3	/	Sans objet
6	Déclenchement du seuil de crise	Arrêté préfectoral du 28 juillet 2011, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant la transmission, dès réception des résultats des analyses en cours, du rapport d'incident suite à la pollution de la rivière Fensch survenue le 1^{er} septembre 2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de mesure totalisateur – Relevé des débits prélevés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les installations sont alimentées par le réseau d'eau potable du Syndicat mixte Eau et Assainissement de Fontoy, vallée de la Fensch (S.E.A.F.F) desservant le site par huit réseaux distincts équipés de compteurs. L'exploitant effectue un suivi hebdomadaire des consommations d'eau et a présenté à l'inspection le registre dans lequel sont consignées les consommations d'eau. Considérant les consommations annuelles de l'établissement, un suivi journalier devrait être en place. Par courriel du 21 septembre, l'exploitant a confirmé avoir modifié la fréquence des relevés et a transmis l'état des consommations journalières enregistrées sur l'ensemble des compteurs depuis le 20 septembre. Il est à noter qu'aucune valeur limite de prélèvement de la ressource en eau n'est actuellement imposée à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Maintenance / étalonnage des dispositifs totaliseurs

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 6 mars 2007, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Etalonnage des dispositifs totalisateurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La validité de la première vérification périodique d'instruments neufs ou réparés est fixée conformément au tableau ci-après, Q1 et Q3 étant les débits définis à l'annexe MI-01 de l'arrêté du 28 avril 2006 susvisé et à l'annexe III de l'arrêté du 9 juin 2016 mentionné ci-dessus: tableau non reproduit. Pour les vérifications périodiques suivantes, la périodicité est fixée à sept ans pour tous les compteurs. L'échéance pour un lot de compteurs est la plus rapprochée des échéances de vérification périodique pour les instruments constituant le lot.
Constats : L'exploitant a déclaré que les huit compteurs installés sur les réseaux desservant l'établissement appartiennent au SEAFF. A ce titre, les vérifications périodiques incombent à l'exploitant de ces réseaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déclaration des prélèvements sur GEREP

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 janvier 2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an.
Constats : L'exploitant procède bien aux déclarations annuelles de ses prélèvements conformément aux dispositions ci-dessus. Les consommations d'eau déclarées sur GEREP en 2019, 2020 et 2021 s'élèvent respectivement à 182 123 m ³ , 187 273 m ³ et 209 223 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déclenchement du seuil d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28 juillet 2011, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Seuil d'Alerte – Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du dépassement du seuil de vigilance*, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau ; - renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ; - interdiction de laver les véhicules de l'établissement ; - interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire ; - report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ; - interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau ; - interdiction de fonctionnement en circuit ouvert des équipements aéro-réfrigérants visés à la rubrique 2921, même en cas de dépassement des concentrations de 1 000 et 100 000 UFC/l, sauf autorisation explicite du préfet ; - mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température de rejet. <p>Ces mesures sont mises en œuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité et des règles sanitaires.</p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées, sous un délai d'une semaine à compter de l'information reçue du dépassement du seuil de vigilance, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les débits de prélèvements effectifs en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvement autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement) ; - la température du rejet ; - le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site ; - le débit en marche dégradée ; - le débit de sécurité si existant ; - la période d'arrêt estival des installations ; - les propositions des mesures de réduction de consommation d'eau et des dispositifs de limitation de l'impact des rejets aqueux, qu'il compte mettre en œuvre en cas de déclenchement du seuil de crise. <p>Les débits sont exprimés en m³/jour, (ou m³/heure avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour). L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques.</p> <p><small>* devenu seuil d'alerte (arrêté cadre n°2017/451 du 8 juin 2017 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau dans le bassin Rhin-Meuse en période d'étiage et de sécheresse)</small></p>
<p>Constats : L'exploitant a déclaré ne pas avoir reçu le mail de l'inspection du 18 juillet 2022 relatif au déclenchement du seuil d'alerte sur la zone de gestion Moselle aval dont dépend l'établissement. En conséquence, l'exploitant n'a transmis aucun des éléments listés supra. Par courriel du 16 septembre, l'exploitant a transmis le message diffusé auprès des salariés du site. Il a ensuite transmis, par courriel du 19 septembre, le reste des éléments attendus.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclenchement du seuil d'alerte renforcée

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28 juillet 2011, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Seuil d'Alerte Renforcée – Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil de crise*, l'exploitant : - renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil de vigilance (citées à l'article 2) ; - met en œuvre les mesures de réduction de consommation d'eau et les dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux, présentées dans le rapport prévu à l'article 2 ci-dessus, nonobstant d'autres mesures qui pourraient lui être demandées par le préfet. Ces mesures pourraient en tant que de besoin être mises en œuvre graduellement en fonction de la gravité de la situation.</p> <p><small>* devenu seuil d'alerte renforcée (arrêté cadre n°2017/451 du 8 juin 2017 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau dans le bassin Rhin-Meuse en période d'étiage et de sécheresse)</small></p>
<p>Constats : L'exploitant a déclaré ne pas avoir reçu le mail de l'inspection du 1^{er} août 2022 relatif au déclenchement du seuil d'alerte renforcée sur la zone de gestion Moselle aval dont dépend l'établissement. En conséquence, l'exploitant n'a transmis aucun élément relatif aux mesures listées supra. Par courriels du 19 et du 23 septembre, l'exploitant a transmis les éléments attendus.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Déclenchement du seuil de crise

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 28 juillet 2011, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Seuil de Crise – Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil de crise renforcée*, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil de crise (citées à l'article 3) nonobstant d'autres mesures qui pourraient être prises par le préfet.</p> <p><small>* devenu seuil de crise (arrêté cadre n°2017/451 du 8 juin 2017 relatif à la mise en place de principes communs de vigilance et de gestion des usages de l'eau dans le bassin Rhin-Meuse en période d'étiage et de sécheresse)</small></p>
<p>Constats : L'exploitant a bien reçu le mail de l'inspection du 30 août 2022 annonçant le déclenchement du seuil de crise sans en avoir accusé réception ni avoir confirmé la mise en œuvre sur le site de mesures adaptées au contexte. Par courriels du 19 et du 23 septembre, l'exploitant a transmis les éléments attendus.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 15 décembre 2009, article 2.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration d'incidents ou d'accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'Inspection des Installations Classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats : La présence d'hydrocarbures a été détectée le 1^{er} septembre au niveau de la rivière Fensch, en aval des installations de l'établissement (parking du supermarché Match). Contacté par l'inspection le 2 septembre, l'exploitant a indiqué suspecter la casse d'une conduite d'eau ayant pu lessiver une zone du lit de l'ancienne Fensch impactée par des hydrocarbures.</p> <p>Les investigations réalisées par l'exploitant depuis cette date ont montré que cette hypothèse n'était pas forcément la plus pertinente. L'exploitant a déclaré avoir réalisé des prélèvements au niveau de plusieurs points du réseau et être en attente des résultats. Il s'est engagé à transmettre à l'inspection, dès réception des résultats des analyses en cours, le rapport d'incident comportant l'ensemble des éléments listés ci dessus.</p>
Observations : L'inspection demande à l'exploitant la transmission, dès réception des résultats des analyses en cours, du rapport d'incident.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet